



COMMENT FAIRE FACE AU PHENOMENE POPULISTE ?

RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LA JEUNESSE

UN PROJET DE COOPERATION FRANCO-ALLEMAND

NOUS DEVONS AGIR AU PLUS VITE

L'essor du populisme à l'échelle européenne doit être pris comme un signal d'alarme. Ses leaders se revendiquent porte-parole du peuple, souhaitent lui redonner le pouvoir qu'ils estiment avoir été confisqué par l'élite, par le processus d'intégration et de mondialisation.

Afin de ne pas rester passifs, nous avons décidé, en tant que jeunes, de nous réunir sous le format inédit d'un groupe de travail franco-allemand. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur la relation privilégiée entre les deux associations étudiantes, la Conférence Olivaint et le Studentenforum im Tönissteiner Kreis e.V. Nous avons souhaité appréhender le phénomène du populisme, qui touche nos deux pays, à la lumière des différentes analyses dont nous ont fait part les spécialistes et citoyens durant nos deux semaines de travaux à Paris puis Berlin.

Nous avons ensuite condensé notre analyse afin de vous faire parvenir nos solutions pouvant être mises en oeuvre à l'échelle nationale, bilatérale et européenne. Nous sommes convaincus que la France et l'Allemagne pourront mettre en oeuvre leur rôle d'impulsion, ce qui accroîtra le sentiment d'appartenance des citoyens à cette communauté. Notre réponse est et veut rester pro-Européenne et notre projet a pour ambition de nourrir les récentes propositions qui vont dans son sens.

DEMOCRATISATION

RENFORCER LA REPRESENTATION DEMOCRATIQUE

Les partis populistes se renforcent lorsque la population se sent mal représentée dans les institutions politiques. En effet nos sociétés ne se sentent pas représentées dans leur intégralité par les partis traditionnels. De ce fait, de nombreux jeunes sont marginalisés et ne s'intéressent pas à la politique ; il est impératif qu'ils soient mieux intégrés.

- Des **“Quotas” pour les jeunes** : les personnes de moins de 35 ans devraient être représentées de manière satisfaisante dans tous les parlements et organes de décision.
- **Diversifier l'horizon politique** : les partis, les parlements et les institutions devraient s'adresser activement aux jeunes, aux femmes, aux personnes à faibles revenus, aux personnes n'ayant pas fait d'études supérieures, aux migrants et aux groupes marginalisés.
- Des **parlements de la jeunesse** devraient être créés en tant qu'organes permanents pour consulter et participer aux prises de décision au niveau local, régional, national et européen.



- Un **temps alloué chaque mois** pour des **contacts directs entre les citoyens et les membres du Parlement européen** et interdire ou restreindre l'accès des lobbyistes aux institutions européennes.

RENFORCER LA PARTICIPATION ET LA COMMUNICATION

Un parti rassemblant tous les jeunes qui ne votent pas serait le plus grand parti du Parlement : force est de constater que les jeunes ne se sentent plus concernés par la politique. Les populistes exploitent ce rejet par la jeunesse et profitent de cette abstention. À l'heure actuelle, les jeunes vivent connectés par le biais d'internet et plus particulièrement des réseaux sociaux. C'est pourquoi nous devons créer de nouveaux modes d'interaction politique :

- **Participation via le numérique** : utiliser les réseaux sociaux et développer de nouvelles applications permettant un accès facile à l'information. Ces applications permettraient d'échanger autour des questions politiques et de participer aux processus décisionnels.
- L'organisation de **forums citoyens** dans les villes et les zones rurales qui créeraient un espace de discussion composé de groupes hétérogènes. Ces forums donneraient aux jeunes l'occasion de consulter et d'échanger leurs opinions avec les responsables politiques locaux et nationaux.
- Les **organisations de la société civile** devraient être soutenues financièrement et structurellement afin d'être présentes dans les régions délaissées. Les activités de loisirs, l'engagement civique, l'épanouissement des personnes au sein de la société et les perspectives professionnelles encouragent les jeunes à développer pleinement leurs talents et leurs aptitudes. Ainsi, les jeunes bénéficieraient davantage de modes d'engagement alternatifs les dissuadant de se tourner vers des groupes extrémistes et populistes.
- Création d'une "**Agence européenne de communication pour l'éducation politique**" (**E-CAPE**) pour familiariser les jeunes aux institutions politiques, aux processus politiques et aux obligations citoyennes. L'E-CAPE offrirait une plateforme numérique centralisée avec des ressources éducatives, un centre pour l'éducation périscolaire, des séminaires et des formations pour les enseignants des écoles de l'Union européenne.

EDUCATION, POLITIQUE SOCIALE, JEUNESSE DEFAVORISEE

DAVANTAGE DE MOBILITE POUR LA JEUNESSE EUROPEENNE

La mobilité des jeunes est l'une des mesures les plus efficaces pour lutter contre le populisme. La mobilité permettrait la découverte d'autres pays membres de l'Union et faciliterait in fine l'émergence d'un sentiment d'appartenance européen. Cependant, le programme Erasmus+ en vigueur ne s'adresse qu'à une part restreinte de la population. Les critères d'éligibilité ciblent principalement les étudiants universitaires, qui partent pour de courtes périodes d'échange. Les Européens éligibles font souvent face à des obstacles pratiques. En particulier, les candidats issus de milieux modestes font face à des contraintes financières les empêchant d'utiliser le programme Erasmus+.

- **Étendre le programme Erasmus+ afin de soutenir directement plus d'individus**, en incluant les financements complémentaires des études à l'étranger et le soutien des élèves de lycée souhaitant étudier une année à l'étranger.



- **Supprimer les obstacles pratiques** à la participation au programme Erasmus+, concrètement : les agendas universitaires, les crédits ECTS non transférables dans certains domaines tels que la médecine et le droit, et le nombre restreint de places ouvertes à la mobilité en fonction de l'université d'origine.
- **Supporter les étudiants issus de milieux défavorisés** durant leur séjour à l'étranger. Cela requiert un support financier additionnel pour les étudiants ayant besoin d'allocations plus conséquentes.

PROMOUVOIR LA CITOYENNETE EUROPEENNE

Il existe de nombreux projets visant à promouvoir l'identité européenne. Cependant, la participation à ceux-ci relève encore largement de l'exception. Peu d'étudiants étudient en profondeur le fonctionnement de l'UE ou font du volontariat dans un pays étranger membre de l'Union.

- **Rendre les projets faisant promotion de l'identité Européenne plus attractifs** en proposant des incitations supplémentaires. Les programmes d'éducation et de volontariat doivent être présentés afin d'être connus d'une majorité des jeunes européens. Cela inclut une éducation civique de l'Union européenne à l'échelle nationale, expliquant à la fois le fonctionnement de l'UE et les opportunités qu'elle offre dont les jeunes peuvent bénéficier.

ECONOMIE

DES FINANCEMENTS POUR LES JEUNES ENTREPRENEURS

Les jeunes citoyens de l'Union Européenne ont le sentiment qu'ils manquent d'opportunités en matière de financements, d'emplois ou de mobilité professionnelle. L'UE a la possibilité de développer un marché du travail plus éthique et socialement responsable en investissant dans des projets éthiques et écologiques de jeunes entrepreneurs. Ceux-ci pourraient améliorer les perspectives d'emplois ainsi que les conditions de travail.

- **Un fonds de l'UE pour le premier accès à l'investissement** (the EU « First Access to Investment Fund », le « FAIF ») devrait être créé en réaffectant une partie du budget et des professionnels de la Banque Européenne d'Investissement. Ce fonds pourra être créé sans nécessiter de financements supplémentaires.
- **Les jeunes** rencontrant des difficultés à trouver leur premiers investisseurs faute de diplôme ou de réseau personnel **pourront candidater afin d'obtenir ces financements.**
- En **formant des partenariats** avec des écoles, la Banque Européenne d'Investissement pourrait épauler les jeunes dans l'entrepreneuriat et, plus tard, leur fournir des financements.

PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES

Les jeunes rencontrent d'importantes difficultés à entrer sur le marché du travail. Parmi eux, certains restent sans emploi ou se retrouvent contraints d'accepter un poste ne correspondant ni à leurs attentes et/ou ni à leurs qualifications. En augmentant la mobilité professionnelle au sein de l'Union, les jeunes pourront étendre leur champ de recherche d'emploi et accéder ainsi à des postes mieux adaptés à leurs attentes.



- Créer une **section spéciale au sein de la plateforme EURES qui serait réservée aux jeunes**. Cette section faciliterait le traitement de leur candidature, en notifiant la réception, la lecture et la réponse par l'employeur tout en leur permettant de prendre rendez-vous en ligne.
- **Réduire la barrière linguistique** : la plupart des offres d'emploi demandant de parler la langue du pays d'origine de l'offre, une formation professionnelle en langue serait financée par l'UE.
- Un **salaires minimum** serait fixé dans tous les pays de l'Union Européenne ; ce salaire minimum serait basé sur une grille de référence proportionnelle au PIB de chaque pays. Ce dernier pourrait être inférieur au salaire minimum de la population en général afin d'inciter les employeurs à choisir de jeunes travailleurs.
- La **formation professionnelle** devrait être financièrement supportée par tous les gouvernements, dans tous les secteurs d'activité. Elle serait, comme l'apprentissage, intégrée au maximum dans les études supérieures publiques. Le salaire des apprentis devrait être exempt de toute imposition pour les petites et moyennes entreprises. Pour les sociétés plus importantes, un quota d'apprentis pourrait être mis en place.
- **Une rémunération obligatoire pour les stages** devrait être mise en place avec une aide publique pour les stages effectués dans les petites entreprises à vocation sociale incapables à rémunérer leurs stagiaires.

MIGRATION

PROMOUVOIR L'INTEGRATION SOCIALE ET POLITIQUE

Les populistes voient et considèrent les migrants comme étant "différents" et "dangereux". Afin de contrer ces préjugés, l'Union Européenne doit réussir à intégrer les migrants et les inclure dans la société civile.

- **Créer des conseils locaux de l'immigration** où les migrants participeraient activement. Ces conseils préconiseraient des changements afférents à leurs besoins quotidiens, ainsi que promouvraient des projets concernant l'intégration des migrants dans le paysage politique. Calqués sur le modèle du préexistant Conseil franco-allemand pour l'intégration, l'essor et le développement de nouveaux conseils de l'immigration, mais au niveau local, national et à l'échelle européenne doivent être encouragés.
- **Promouvoir le développement de centres en charge de l'intégration** gérés par des associations issues de la société civile. Ces centres seraient destinés à fournir une assistance sociale aux migrants, les aider dans leurs démarches administratives et créer un dialogue, un échange avec la population locale. Cette mesure se veut être une aide pour accélérer le processus d'intégration, créer une plus grande culture d'accueil, susciter une certaine curiosité plutôt que de la défiance parmi les locaux. L'aboutissement de cette mesure serait la fortification du vivre ensemble.

LES ACTIONS PARLENT PLUS QUE LES MOTS

Nous faisons appel aux décideurs politiques à prendre une position proactive en incluant davantage la perspective de la jeunesse dans leur ligne politique. Nous nous trouvons à un moment crucial pour le futur de nos pays et de l'Europe entière. La coopération franco-allemande est la clef pour répondre aux



nombreuses difficultés auxquelles notre Union fait face. De bon choix politiques peuvent retirer aux populistes le terrain fertile sur lequel se développent leurs idées. Des jeunes, à travers toute l'Europe, sont prêts à jouer leur rôle, à travailler avec les politiques au pouvoir. Notre projet prend part à ces initiatives jeunes. Nous sommes, dès à présent, ouverts à la discussion, et sommes par ailleurs convaincus qu'il n'y aura pas de réussite sans participation et consultation des Peuples européens.